



CRISE SANITAIRE ET CRISE CAPITALISTE

SOCIALISATION, AUTOGESTION, RÉVOLUTION

Ce n'est pas seulement par incompetence que le gouvernement gesticule, ment et improvise sans parvenir à juguler l'épidémie. C'est d'abord parce qu'il est tributaire d'un système. De la compétition capitaliste qui a conduit à démanteler le service public de santé, à délocaliser l'appareil productif, à saper la recherche scientifique au nom du profit à court terme. Et de ce constat, on ne peut que tirer des conclusions révolutionnaires.

Ce troisième "vrai faux confinement" peine à freiner la circulation du virus. Après ses dénégations ridicules, le gouvernement a fini, devant l'évidence, par fermer les écoles. Mais pour ce qui est des entreprises, c'est le laisser-faire qui domine. Les personnes, elles, sont de plus en plus sévèrement surveillées et réprimées, avec les lois liberticides récentes ("sécurité globale") ou à venir ("séparatisme").

Les hôpitaux restent débordés : services de réanimation saturés, personnels soignants épuisés et méprisés : le "Ségur de la santé"

censé revaloriser les salaires et les métiers a été une supercherie, les fermetures de lits planifiées avant la pandémie restent au programme, les professionnel·les de la santé sont écœuré·es.

La lenteur de la vaccination met en lumière le schéma "socialisation des investissements, privatisation des profits" que nous subissons. Le développement de vaccins en un temps record a été possible grâce à des injections massives d'argent public, même si le "secret des affaires" interdit toute transparence à ce sujet... Ce

qui compte, c'est qu'au final, les brevets sont la propriété privée de groupes capitalistes, empêchant ainsi la libre production des vaccins, créant la pénurie et faisant monter les prix.

La vague de licenciements et l'explosion du chômage se poursuivent. Souvent, les entreprises prennent prétexte de la crise épidémique pour restructurer, après avoir encaissé de volumineuses aides publiques sans aucune contrepartie, après avoir tiré profit du travail de leurs salarié·es pendant des années. La fermeture de l'usine Bridgestone, à Béthune, est emblématique de ce hold-up légal : 2,4 millions d'euros d'aides publiques depuis 2008, 1,8 million d'euros de crédit d'impôt en 2017. Et, au final, la fermeture du site et le licenciement de près de 900 personnes...

FACE À CE GÂCHIS, IMPOSONS DES MESURES DE BON SENS (DONC RÉVOLUTIONNAIRES !)

Pour le système de santé

- socialisation des cliniques et autres officines de santé privées, fin du régime des médecins libéraux ;
- socialisation de l'industrie pharmaceutique ;
- annulation des brevets sur les vaccins, qui doivent basculer dans le domaine public.

Pour la solidarité et la protection sociale

- réquisition des logements vides ;
- accès aux minimas sociaux pour toutes et tous ;
- défense de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse, refus de payer la « dette Covid ».

Contre le chômage et les licenciements

- droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements collectifs ;
- réquisition/autogestion des entreprises qui ferment alors qu'elles sont viables ;
- renforcement de l'assurance chômage, retrait de la réforme actuelle.

Contre les politiques sécuritaires et la surveillance de masse

- retrait des lois "sécurité globale" et "séparatisme" ;
- interdiction des techniques d'identification automatisée (reconnaissance faciale, de la démarche, etc.).



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL

ADRESSE.....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19

